



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Service des Procédures Environnementales

ARRETE DU

- 3 AOUT 2016

**ARRÊTÉ portant mise en demeure  
GUYENNE GRANULATS à BORDEAUX,  
installation de transit et traitement de produits minéraux**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE-LIMOUSIN-POITOU-CHARENTES,  
PRÉFET DE LA GIRONDE,**

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L.512-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le récépissé de déclaration n° 201500434 du 2 juillet 2015 pour l'exploitation des activités relatives aux rubriques 2515-1-c et 2517-3 au titre des installations classées pour la protection de l'environnement à BORDEAUX, 5 rue des Queyries sur la parcelle n° AF72 ;

VU les points 1.1 de l'annexe I des arrêtés ministériels du 30 juin 1997 susvisés et relatifs aux rubriques 2515 et 2517 qui disposent : « L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration (...) » ;

VU les points 1.2 de l'annexe I des arrêtés ministériels du 30 juin 1997 susvisés et relatifs aux rubriques 2515 et 2517 qui disposent : « Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration » ;

VU le point 6.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé et relatif à la rubrique 2517 qui dispose : « Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. (...) » ;

VU le point 6.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé et relatif à la rubrique 2517 qui dispose : « (...) Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation. (...) » ;

**VU** le point 8.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé et relatif à la rubrique 2515 qui dispose : « (...) Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié. » ;

**VU** le point 8.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé et relatif à la rubrique 2517 qui dispose : « (...) Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié. » ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier en date du 27 mai 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** le courrier en réponse de l'exploitant arrivé le 1<sup>er</sup> juillet 2016, dans lequel il formule ses observations relatives au projet d'arrêté de mise en demeure susceptible de lui être infligé ;

**VU** le rapport au Préfet de la Gironde du 29 juillet 2016 de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes chargée de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 10 mai 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- L'installation n'est pas implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration.
- L'exploitant n'a pas porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet les modifications apportées à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale,
- Les stockages extérieurs ne sont pas protégés des vents en mettant en place des écrans ou ne sont pas stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières.
- Les véhicules sortant de l'installation entraînent des dépôts de poussières et de boue sur les voies de circulation.
- Les mesures de bruit ne sont pas effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation et l'organisme, qui a effectué les mesures, n'a pas mesuré l'émergence.

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des points 1.1, 1.2, 6.4, 6.5 et 8.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé et relatif à la rubrique 2517 et du point 8.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé et relatif à la rubrique 2515 ;

**CONSIDÉRANT** que la réponse de l'exploitant a été prise en compte sur les observations relatives aux points 1.1 et 6.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé et relatif à la rubrique 2517 et la réponse relative aux autres points n'est pas de nature à modifier sur le fond la proposition de sanction de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GUYENNE GRANULATS, de respecter les dispositions des points 1.1, 1.2, 6.4, 6.5 et 8.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé et relatif à la rubrique 2517 et du point 8.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé et relatif à la rubrique 2515 ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du département de la Gironde ;

## ARRÊTE

### Article 1 : Champ de la mise en demeure

La société GUYENNE GRANULATS exploitant une installation de transit et traitement de produits minéraux, sise 5 rue des Queyries sur la parcelle 72 de la section AF, sur la commune de Bordeaux (33 300), est mise en demeure de respecter les dispositions :

- des points 1.1 et 1.2 de l'annexe I des arrêtés ministériels du 30 juin 1997 susvisés et relatifs aux rubriques 2515 et 2517, en portant à la connaissance du préfet les modifications apportées à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, afin de conformer l'exploitation aux plans et autres documents joints à la déclaration ;
- du point 6.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé et relatif à la rubrique 2517, en stabilisant les stockages extérieurs pour éviter les émissions et les envols de poussières, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- du point 6.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé et relatif à la rubrique 2517, en sortant de l'installation sans entraîner des dépôts de poussières et de boue sur les voies de circulation, dès la notification du présent arrêté ;
- des points 8.4 de l'annexe I des arrêtés ministériels du 30 juin 1997 susvisés et relatifs aux rubriques 2515 et 2517, en réalisant la mesure du bruit dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, avec l'installation de concassage-criblage en fonctionnement et en mesurant l'émergence en ZER, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### Article 2 : Sanction

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société GUYENNE GRANULATS.

### Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés.

### Article 5 : Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société GUYENNE GRANULATS.

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Maire de la commune de Bordeaux,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes,
- les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Bordeaux, le - 3 AOUT 2016

Le PRÉFET,

~~Pour le Préfet et par délégation,~~

le Secrétaire Général,

